



Bulletin

FrancoPaix

Vol. 4, no 9-10 | Novembre-Décembre 2019

Numéro spécial

Traverser les crises : regards sur la Côte
d'Ivoire

Par Maxime Ricard

Introduction

« Lorsqu'on naît dans un quartier dans lequel l'État ne donne pas signe de vie... À part le commissariat que vous voyez, on ne bénéficie d'aucune infrastructure. Donc tout le monde fait ce qu'il veut »¹. Lors de mes recherches de terrain sur les comités de vigilance d'Abobo à Abidjan et sur les chasseurs dozos dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, entre 2017 et 2019, j'ai été marqué par la lassitude, la perspective désabusée, et l'amertume des Ivoiriens vis-à-vis du politique. Le rejet d'une « gérontocratie issue de l'indépendance »² pourrait être à l'œuvre dans la perspective de l'élection présidentielle et des mobilisations politiques en 2020. La décennie des années 2000 a été marquée par des conflits intenses entre « seconde guerre de libération », tensions entre cadets et aînés sociaux, et gouvernance rebelle des Forces nouvelles au nord. Le pays a commencé la décennie 2010 par la pire crise

sociopolitique de son histoire postcoloniale, avec le conflit post-électoral qui mena à l'arrestation de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011, et à son extradition vers la Cour pénale internationale. Le caractère présomptueux³, normatif et téléologique⁴ d'une conception temporelle du « post-conflit » en Côte d'Ivoire a été souligné à juste titre. Force est de constater que l'on assiste à une forme de « stabilisation » sociopolitique depuis cette rupture, marquée par une élection présidentielle en 2015 sans véritable enjeu, remportée facilement par le président Alassane Ouattara. Il est à la tête d'un parti pour l'instant hégémonique, mais pas unique, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Ce dernier tentera de conserver sa domination sur la scène politique lors de l'élection présidentielle de novembre 2020, avec ou sans Alassane Ouattara à la tête du ticket présidentiel.



Les minibus *Gbaka* dans la commune populaire d'Abobo à Abidjan. Photo: Maxime Ricard

Les bouleversements sociopolitiques provoqués par la « résolution » violente du conflit en 2011 ont donné à l'État ivoirien une marge de manœuvre considérable pour rééquilibrer une trajectoire politique fragile depuis la fin des années 1980, dans le contexte d'un soutien international sans faille. Contrairement à la perception du fonctionnaire à la retraite vivant dans un quartier populaire d'Abobo, cité au début de ce texte, l'État serait, d'après les discours des élites au pouvoir et acteurs internationaux, au seuil de « l'émergence » et même « aux portes du paradis ».⁵ Sans nier certaines réussites du gouvernement — même si la durabilité du modèle économique est incertaine⁶ —, on peut légitimement questionner la pertinence de tels discours : « les progrès sur le plan de l'amélioration des conditions de vie, de la réduction de la pauvreté et des inégalités sont en effet très lents »⁷. Il est nécessaire de s'interroger sur *pour qui*, et *pour quoi*, ce projet et cette ingénierie politique de sortie de conflit ont été mis en place. L'espérance de vie des citoyens ivoiriens est similaire à celle des habitants de la République centrafricaine ou du Tchad, malgré les succès macroéconomiques du pays. Sur 100

« Il est nécessaire de s'interroger sur pour qui, et pour quoi, ce projet et cette ingénierie politique de sortie de conflit ont été mis en place. »

milliards de dollars que génère l'industrie mondiale du cacao dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur, seulement 5% de cette manne revient aux producteurs. Ceci met en lumière la position toujours précaire des pays africains dans « l'ordre néo-libéral global »⁸. En réalité, comme en témoignent deux numéros spéciaux publiés en 2017⁹, les années Ouattara de sortie de conflit, certes caractérisées par une croissance économique parmi les plus dynamiques au monde¹⁰, sont plutôt « des réalités en clair-obscur, contrastées et complexes, insolubles en quelques coups de pinceaux trempés de généralités »¹¹.

Alassane Ouattara a promu une vision partielle et cosmétique de la question de la réconciliation politique et de la justice transitionnelle en Côte d'Ivoire. Son gouvernement n'a pas rencontré une réelle opposition des partenaires internationaux à ce sujet. La justice pénale internationale à travers la CPI — qui en première instance a acquitté Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé¹² — est le symbole d'une justice à deux vitesses, qui a son pendant en Côte d'Ivoire¹³. Outil de négociation politique pendant

la crise post-électorale¹⁴, l'extradition de Laurent Gbagbo vers La Haye a été aussi une forme de rente de l'extraversion pour le gouvernement¹⁵ qui pouvait ainsi se débarrasser, avec la légitimité d'une procédure de justice internationale, d'un opposant bien encombrant. Malgré des gestes limités et tardifs envers l'opposition, la stratégie principale de réconciliation politique fut bien l'oubli¹⁶, ce qui n'est pas sans risque pour le corps social ivoirien. Néanmoins, il est nécessaire de ne pas caricaturer la sortie de crise ivoirienne comme un simple renversement de l'hégémonie d'un camp sur l'autre. Après 2011 et les soubresauts de la sortie de crise, dans les différentes arènes locales tout autant que dans les coulisses du pouvoir, la construction de l'État est aussi un processus de négociation¹⁷ qui résiste aux grandes narrations et généralités.

Dans les discours comme dans la pratique, la sortie de conflit ivoirienne a été caractérisée par une réaffirmation de la souveraineté de l'État sur le processus de reconstruction¹⁸. Elle s'est inscrite dans une politique au caractère libéral assumé mais laissant une place importante à l'investissement public. Une voie prise par Alassane Ouattara comme outil principal de réconciliation « par l'économie », tout en puisant, dans une certaine mesure, dans l'héritage des pratiques de gouvernance de « l'houphouëtisme »¹⁹. Ce « retour de l'État » aux accents « développementalistes » n'est pas perçu de la même manière selon la classe sociale et les territoires. Les inégalités et les tensions générées permettent de souligner les paradoxes de ce réinvestissement de l'État.

Dans ce numéro spécial du Bulletin FrancoPaix, deux regards sur la Côte d'Ivoire soulignent la complexité que sont la traversée et l'héritage des crises profondes qu'a connues ce pays depuis la fin des années 1980. Le premier est sociologique, sur les pratiques délinquantes et criminelles des années « post-conflit » dans les quartiers populaires d'Abidjan. Parfait Koffi N'Goran et Dorgelès Konan Gbékè travaillent depuis plusieurs années sur les violences urbaines en Côte d'Ivoire. Ils montrent que derrière la question des jeunes, surnommés et stigmatisés comme « microbes », c'est

bien la question du délitement de la société ivoirienne et de la réponse de l'État à ces défis profonds, après plusieurs décennies de graves crises, qui sont en jeu. Le terme employé dans la société ivoirienne de « microbes » en dit beaucoup sur le désarroi de cette société face aux défis auxquels elle fait face, miroir de tensions et d'inégalités sociales. En qualifiant ces jeunes qui ont grandi en son sein de « microbes », la société montre une forme de déni suite aux années de crises socio-économiques et de déclassement²⁰. Ces jeunes investis dans la délinquance et la criminalité, dont les pratiques se jouent aussi dans une dimension magico-religieuse, « réalisent l'incroyable » parce qu'ils ont découvert « la fragilité du monde des adultes »²¹.

Le deuxième article de ce bulletin propose une lecture anthropologique des dynamiques entre culture populaire et contextes de crise. Julie Dénomée se penche sur le succès des séries télévisées ivoiriennes des années 2000, années de crise en Côte d'Ivoire, à partir du cas de *Ma famille*. Partant d'un constat d'absence d'allusion à la crise dans ces séries, elle s'intéresse tout d'abord aux déclinaisons du politique et du social dans la télévision ivoirienne et met en lumière les relations complexes qu'ont historiquement entretenues la télévision et les pouvoirs en place. Puis, se penchant sur les particularités des séries des années 2000, elle conclut que les expériences quotidiennes du conflit se traduisent plutôt par une pratique de la dérision plutôt qu'une référence précise aux conditions de la crise. Rompant avec la tradition satirique ivoirienne, la dérision est utilisée pour représenter plusieurs situations du quotidien, sans visée autre que de rire et de se reconnaître. Dans un contexte où les interactions avec les pouvoirs politiques sont changeantes et incertaines, les séries ivoiriennes mobilisent l'humour du quotidien, qui reste commun, permettant de construire une forme de citoyenneté.

Maxime Ricard est coordonnateur du Centre FrancoPaix et doctorant en science politique à l'Université du Québec à Montréal. Il prépare une thèse intitulée « La fabrique sociopolitique de la pluralisation de l'activité policière en Côte d'Ivoire ».

¹ Entretien, homme, doyen de quartier et ancien fonctionnaire municipal, Abobo, Abidjan.

² Miran-Guyon, M. 2017. « Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant : Introduction thématique ». *Afrique contemporaine* 263-264 (3), p. 14.

³ Chauveau, J.-P. & Colin, J.-P. 2014. « La question foncière à l'épreuve de la reconstruction en Côte d'Ivoire : promouvoir la propriété privée ou stabiliser la reconnaissance sociale des droits ? ». *Les Cahiers du pôle foncier* n° 6. Montpellier : Pôle Foncier Montpellier, p. 10.

⁴ Banegas, R. 2012. « Reconstruction 'post-conflit' ». Paris : Les Dossiers du CERI, p. 2.

⁵ Banque mondiale, 2018. « [Aux portes du paradis. Comment la Côte d'Ivoire peut rattraper son retard technologique ?](#) ». Rapport : Situation économique en Côte d'Ivoire, 64 p.

⁶ Cogneau, D. 26 novembre 2019. « La stratégie de l'éléphant, l'État et les inégalités ». Présentation, Journée d'étude « La Côte d'Ivoire 'post-conflit'. Reconfigurations locales, sociales et politiques », organisée par le programme Social dynamics of civil wars, Université Paris 1.

⁷ Berrou, J.-P. & al. 2017. « [Le réveil des classes moyennes ivoiriennes ? Identification, caractérisation et implications pour les politiques publiques](#) ». *Papiers de recherche AFD* 71, p. 10.

⁸ Ferguson, J. 2006. *Global Shadows: Africa in the Neoliberal World Order*. Durham: Duke University Press. Il est à noter que les États de Côte d'Ivoire et du Ghana ont récemment cherché à s'organiser pour augmenter les prix versés aux producteurs, voir Jeune Afrique. 29 octobre 2019. « [Côte d'Ivoire et Ghana : les chocolatiers consentent au prix minimum pour les producteurs de cacao](#) ».

⁹ Voir le double numéro « [Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant ?](#) », dans la revue *Afrique contemporaine* n° 263-264 (2017), et le dossier « [La Côte d'Ivoire sous Alassane Ouattara](#) » dans la revue *Politique africaine* n° 148 (2017).

¹⁰ En moyenne une croissance du produit intérieur brut d'environ 8 % par an depuis 2012.

¹¹ Miran, M. 2017. Op. cit., p. 13.

¹² Jeune Afrique. 15 janvier 2019. « [Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé acquittés, la CPI ordonne leur remise en liberté](#) ».

¹³ Human Rights Watch. 2016. « [La justice rétablit l'équilibre](#) ». Vers une lutte crédible contre l'impunité pour les crimes graves commis en Côte d'Ivoire », 62 p.

¹⁴ Mediapart, 5 octobre 2017. « Procès Gbagbo : les preuves d'un montage ». Dossier « Les secrets de la Cour » en collaboration avec l'European Investigative Collaborations, p. 2 : « Dès le départ, la CPI est considérée comme l'un des outils pour sortir de la crise ».

¹⁵ Ricard, M. 2017b. « Historicity of extraversion in Côte d'Ivoire and the 'post-conflict' ». *Journal of Contemporary African Studies* 35(4), pp. 506–524.

¹⁶ Akindès, F. 2017. « 'On ne mange pas les ponts et le goudron' : les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte d'Ivoire ». *Politique africaine* n° 148, p. 11.

¹⁷ Hagmann, T. & Péclard, D. 2010. « Negotiating Statehood: Dynamics of Power and Domination in Africa ». *Development & Change* 41(4), pp. 539– 562.

¹⁸ Akindès, F. et Toit, V. 2017. « Introduction. La transition humanitaire en Côte d'Ivoire, éléments de cadrage ». Dans T. Fouquet, et V. Toit. *Transition humanitaire en Côte d'Ivoire*. Paris : Khartala, p. 12.

¹⁹ Ricard, M., 2017a, « Gouverner le "post-conflit" en Côte d'Ivoire ». *Annuaire français de relations internationales* Vol XVIII. Paris : Université Panthéon-Sorbonne, pp. 551-567.

²⁰ Yao, S. K. 2017. « Nouchis, ziguéhis et microbes d'Abidjan : déclassement et distinction sociale par la violence de rue en Côte d'Ivoire ». *Politique africaine* 148(4), pp. 89-107.

²¹ Propos de Francis Akindès recueillis (mes notes) lors de la conférence-débat « Faire l'incroyable : parole aux enfants dits microbes », Institut culturel français, Abidjan, Côte d'Ivoire, 7 novembre 2017. Voir son entretien dans Le Monde Afrique. 1^{er} avril 2018. « [Les enfants "microbes" sont un signe de l'apartheid économique qui s'installe en Côte d'Ivoire](#) », ainsi que ses travaux académiques et son documentaire cités dans ce bulletin.



Une vue du quartier Sagbé, « Derrière-rail », à Abobo (Abidjan). Il fut un des épicentres de la « crise des microbes » lors de la sortie de conflit. Photo : Maxime Ricard.

Les « microbes » en Côte d'Ivoire : l'impasse sécuritaire face à la criminalité urbaine

Par N'Goran Koffi Parfait & Gbékè Konan Dorgelès

Le 4 juin 2018, le ministre ivoirien en charge de l'Intérieur et de la Sécurité, Sidiki Diakité déclare : « le problème des enfants en conflit avec la loi qui a fait l'actualité doit être perçu comme un phénomène totalement circonscrit aujourd'hui »¹. Comme pour riposter à cette annonce du ministre, les « microbes »², comme on les appelle communément dans la société ivoirienne, s'illustrent le lendemain. Des délinquants orchestrent une attaque à l'arme blanche aux abords d'une mosquée³ dans la commune d'Adjamé⁴ à Abidjan, la mégapole ivoirienne de plus de 5 millions d'habitants. Apparu pendant la sortie de conflit en 2011 et 2012, ce phénomène délinquant et criminel continue de défrayer la chronique et de susciter la peur au sein de la population, malgré le satisfecit qu'affiche très souvent l'État ivoirien dans sa capacité à garantir la

sécurité des citoyens, en particulier des plus pauvres. Il a d'ailleurs fait l'objet de travaux scientifiques⁵, mais aussi de productions documentaires⁶ et artistiques⁷. L'implication d'acteurs très jeunes⁸ et usant essentiellement d'armes blanches (machettes, couteaux, haches, etc.) fait du phénomène des mineurs et adolescents dits « microbes » un phénomène criminel relativement peu connu auparavant en Côte d'Ivoire, même s'il faut en nuancer la nouveauté⁹. Derrière la question délinquante et criminelle que pose ce nouveau type d'entrepreneurs de violence, se trouve celle du délitement de la société ivoirienne induit par plusieurs décennies de crises. Les défis pour les politiques publiques sont très importants face à ces graves formes d'insécurité qui se diffusent dans la société.

Mesurant l'ampleur du phénomène et de ses préjudices sur le bien-être des populations, le gouvernement ivoirien a initié des actions d'envergure afin de le résorber. Depuis 2016, les opérations baptisées « Épervier » sont la principale réponse mise en place par le gouvernement. Elles sont conduites conjointement par la police, le CCDO¹⁰ et la gendarmerie. Parallèlement, des projets de réinsertion socioéconomique des adolescents et des jeunes impliqués dans la violence criminelle sont expérimentés à travers des centres de resocialisation¹¹. Mais force est de constater la persistance du phénomène ou des phénomènes que l'on attribue dans la société aux « microbes », et de la capacité de résilience de ces groupes violents. De plus, la variété des registres d'action de ceux-ci et les mutations dans leurs modes opératoires constituent un défi majeur pour les politiques publiques de sécurité en Côte d'Ivoire. La capacité de l'État ivoirien à (ré)intégrer socialement des jeunes en rupture avec cette société est aussi en cause. La présente contribution est tirée de notre expérience de terrain sur un ensemble de recherches sociologiques de type qualitatif menées à Abidjan et auxquelles nous avons pris part entre 2013 et 2019. Très variées, ces études mettent, pour certaines, l'accent sur les causes du phénomène, et pour d'autres, sur ses répercussions sur la sécurité urbaine voire sur la cohésion sociale¹².

Inégalités socio-économiques, crise post-électorale et fabrique des mineurs et adolescents dits « microbes »

Les débats et les réflexions sur le phénomène sont très souvent biaisés, en raison de l'émotion et de la peur qu'il suscite. Or, une lecture à froid des dynamiques socioéconomiques et politiques de ces dernières décennies montre que l'apparition de ce phénomène résulte de la combinaison de plusieurs facteurs. On peut relever entre autres, les inégalités socio-économiques, la décennie de crises socio-politiques (en particulier la crise post-électorale de 2010-2011), et l'émergence dans la société ivoirienne, de nouveaux modèles de réussite¹³.

Ces mineurs et adolescents dits « microbes » sont issus des quartiers défavorisés d'Abidjan¹⁴. Généralement, ces quartiers sont habités par des familles pauvres et nombreuses

vivant très souvent dans des concessions exigües qui accueillent difficilement toute la famille. Ils sont également caractérisés par la dégradation ou le manque d'infrastructures de base (voirie, eau potable, électrification publique etc.). En majorité déscolarisés faute de moyens, les adolescents vivant dans ces environnements précarisés développent une autonomie précoce à travers de petits métiers (collecteurs d'objets usés, *gnambros* et autres auxiliaires de gares routières, etc.) qui leur permettent de se prendre en charge mais aussi de subvenir aux besoins de leurs familles. Dans cet écosystème social marqué par la pauvreté, le fossé entre leurs aspirations de réussite et la réalité se creuse. Ainsi, se sentant oubliés, en marge d'une société de relégation qui inhibe leurs opportunités de réussite, ils en veulent aux couches sociales les plus aisées et nourrissent dans le même temps un désir ardent de réussite, même au prix de la violence criminelle.

Dans un contexte de crises sociopolitiques et économiques, les familles se sont appauvries, les inégalités se sont accrues et les alternatives d'insertion socioprofessionnelle des jeunes se sont raréfiées. Dans un tel contexte, les situations de crises deviennent des fenêtres d'opportunités. Les travaux relatifs au phénomène des « microbes » font écho de la participation de certains adolescents à la crise post-électorale ayant opposé les forces loyales à l'ex-président Laurent Gbagbo et les soutiens d'Alassane Ouattara, dont le « Commando invisible », lors de la « bataille d'Abidjan » en 2011. En tant que supplétifs, ces derniers se sont familiarisés avec les armes et ont développé dans les interstices de la guerre, des aptitudes et des compétences à la violence criminelle dans un continuum avec le monde du transport urbain¹⁵.

La société ivoirienne a vu émerger pendant les années de crise des nouveaux modèles de réussite, issues de plusieurs mondes sociaux dont la criminalité organisée, le transport urbain, la musique populaire, et des (ex)combattants. La médiatisation de ces modèles de réussite a contribué à leur forger une image « d'attracteurs sociaux » qui peut nourrir des projets de construction identitaire des plus jeunes. Or, l'ascension sociale de ces acteurs s'est construite en grande partie par le recours à la violence. Dans un contexte de

délégitimation croissante des institutions de socialisation (éducative, familiale, religieuse) et des voies de réussite scolaire dans un contexte de chômage de masse, la violence est perçue de plus en plus comme la principale ressource pour accéder à des positions, afin de sortir de l'invisibilité sociale. En somme, un certain nombre de dynamiques socioéconomiques et politiques qui ont traversé la Côte d'Ivoire ont été un terreau favorable à l'apparition du phénomène qualifié par la population de « microbes ».

« Kank ou Gbagbadji »¹⁶ : quand le magico-religieux alimente les imaginaires et accroît les capacités criminelles des acteurs

Le phénomène des « microbes » est profondément enraciné dans les croyances magico-religieuses¹⁷ qui, pendant le conflit armé et la crise post-électorale de 2010-2011, ont pris une importance toute particulière. Dans le contexte africain notamment, les guerres ne sont pas que de simples affrontements armés entre belligérants. Elles recouvrent aussi une forte dimension magico-religieuse. Celle-ci s'ancre dans l'imaginaire des combattants qui la convoquent lors d'affrontements armés¹⁸. Cette dimension magico-religieuse n'a pas manqué pendant le conflit politico-militaire en Côte d'Ivoire¹⁹, notamment avec les chasseurs dozos²⁰

qui ont participé activement à la crise ivoirienne aux côtés des forces rebelles puis des partisans de l'actuel président Alassane Ouattara. L'engagement de cette confrérie dans la crise a mis en évidence la prégnance du magico-religieux dans les imaginaires. Les compétences mystiques des chasseurs dozos furent étalées pendant les combats en zones urbaines abidjanaises en 2011. Des prouesses héroïques leur furent attribuées. On leur prête des capacités à se rendre invisibles ou d'être invulnérables aux armes à feu et à toutes les armes blanches. Pour légitimer cette réputation, des démonstrations de leurs capacités magico-religieuses étaient faites dans des lieux publics comme la gare routière d'Abobo²¹. Tout en fonctionnant comme une arme symbolique face aux forces loyales à l'ancien président Laurent Gbagbo, ces démonstrations visaient aussi à inciter

les bras valides à s'enrôler pour participer à la guerre. L'un des groupes de résistance au régime de Laurent Gbagbo pendant la crise post-électorale, le « Commando invisible » d'Ibrahim Coulibaly dit IB, a d'ailleurs acquis une renommée à travers la capacité supposée de ses membres à se rendre invisibles lors des offensives contre les forces loyales à l'ex-président.

C'est dans ce contexte que le recours aux *kank* ou *gbagbadji* s'est développé dans les pratiques criminelles de la sortie de conflit, souvent en association avec l'utilisation de stupéfiants. La famille est aussi le creuset de l'accoutumance aux pratiques magico-religieuses. En effet, en raison de la précarité sécuritaire à la fin de la crise post-électorale, certaines familles ont été amenées à construire leurs propres modèles de sécurité. À Abobo par exemple, les familles ayant une croyance forte en la capacité protectrice des puissances occultes dotèrent leurs membres d'amulettes, de bagues, et scarifièrent les corps. Outre les vertus protectrices qu'on leur attribue, ces objets et signes magico-religieux doteraient ses porteurs de capacités surnaturelles. Les formes de ressources magico-religieuses

les plus répandues sont le *nèguèlakari*, qui rendrait les porteurs invulnérables aux agressions à la machette ou au couteau, ainsi que les *un coup dort* ou *bougôbali* ou encore *coup gbô*, qui

auraient les capacités d'évanouir l'adversaire d'un seul coup de poing. Une fois acquis, ces objets ou signes magico-religieux fonctionnent comme des supports ou stimulants psychologiques. Ils inhibent tout sentiment de peur pour « réaliser l'incroyable », et renforcent les capacités de résilience face aux forces de l'ordre.

Quelles réponses ?

En Côte d'Ivoire, les actions répressives des forces de l'ordre à travers les « opérations Épervier » ont permis d'arrêter et d'enfermer plusieurs membres des bandes surnommées « microbes ». Mais le caractère protéiforme du phénomène perturbe les certitudes tactiques de la police et dilue la durabilité des « victoires » obtenues au cours de ces

« Une fois acquis, ces objets ou signes magico-religieux fonctionnent comme des supports ou stimulants psychologiques. Ils inhibent tout sentiment de peur pour 'réaliser l'incroyable', et renforcent les capacités de résilience face aux forces de l'ordre. »

opérations. En définitive, l'appareil sécuritaire se retrouve dans une forme d'impasse face à ce phénomène délinquant et criminel.

Sur le plan juridique, en l'absence d'une réforme du Code pénal, l'État ivoirien se trouve lui-même, pour l'heure, dans l'impossibilité de détenir à long terme des mineurs qui, d'une manière générale, forment l'ossature des bandes surnommées « microbes ». Les centres de resocialisation ont été pensés comme une réponse socio-éducative pour une réintégration réussie. Malgré cette alternative, et même si quelques exemples de reconversions dans les petits métiers (couture, soudure, mécanique, etc.) existent, beaucoup de pensionnaires désertent les centres pour rejoindre les groupes auxquels ils appartenaient. De leur côté, exposées à l'insécurité ambiante et à la peur, les populations construisent parfois des modèles sécuritaires en mettant en place des comités de surveillance ou de vigilance au sein des quartiers ou en se faisant justice. Mais ces réponses débouchent dans les cas les plus graves sur des lynchages parfois mortels.²²

Jusque-là, les actions policières d'envergure n'ont pas pu être transformées en gain sécuritaire durable pour les populations. Comment peut s'analyser une telle impasse ? D'abord, le registre d'intervention des forces de l'ordre et de sécurité se compose de compétences matérielles, qui sont le fruit du répertoire des offres de formation conventionnelles en vue d'assurer la sécurité urbaine. Contrairement au registre d'action étatique, ce phénomène délinquant et criminel sous ses différentes facettes et formes d'expression puise dans le répertoire magico-religieux ivoirien et ouest-africain²³. Les référents magico-religieux vers lesquels ils se tournent leur donnent le sentiment d'être invulnérables aux armes de la police. Ce sentiment d'invincibilité renforce leur assurance lorsqu'ils commettent des actes criminels. Pour le démontrer, ils n'hésitent pas à s'attaquer aux forces de l'ordre elles-mêmes, les rangeant ainsi dans la catégorie des personnes vulnérables, au même titre que les victimes civiles. Ainsi, l'immatériel entendu sous la forme de croyances ou d'imaginaires devient une variable à prendre en compte dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques de sécurité en Côte d'Ivoire.

Le changement des modes opératoires constitue un autre défi auquel sont confrontées les forces de sécurité. En effet, les bandes font preuve d'ingéniosité dans les stratégies de dissimulation, que ce soit au sein des populations ou dans les espaces publics comme les marchés et les gares routières abidjanaises.

Ainsi, ces situations imposent aux pouvoirs publics de profonds réajustements dans la façon de répondre à la question sécuritaire, en prenant en compte, en amont, les nouvelles formes d'expression de la criminalité et les nouveaux paradigmes d'action des groupes criminels. En aval, une politique sécuritaire renforçant la police de proximité et impliquant davantage les communautés et les familles devrait permettre de comprendre les ressorts sociétaux des croyances magico-religieuses qui alimentent et structurent les actions de ces groupes de mineurs et d'adolescents criminels. En comprenant et en agissant sur ces leviers, la prévention devient le premier maillon de la prise en charge sécuritaire des populations. Enfin, ces phénomènes délinquants et criminels rappellent aussi l'ampleur des défis socio-économiques auxquels font face l'État et la société en Côte d'Ivoire. Traité prioritairement sous l'angle sécuritaire jusque-là, ce phénomène en dit pourtant long sur la nature du monde social dans lequel grandissent ces jeunes et sur les profonds déséquilibres en son sein. En bref, ces crises sécuritaires soulignent l'importance d'un investissement socio-économique d'envergure pour sortir d'une impasse délétère.

N'Goran Koffi Parfait est socio-anthropologue et enseignant-chercheur au département d'anthropologie et de sociologie de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké. Il est également chercheur associé à la Chaire UNESCO de bioéthique. Gbékè Konan Dorgelès est candidat au doctorat au département d'anthropologie et de sociologie de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké. Ils ont co-publié en 2019 « De l'enfant ordinaire à l'enfant 'Microbe' : trajectoires de radicalisation des jeunes adolescents d'Abobo en Côte d'Ivoire ». Dans P.D. Galloro (dir.), *Discours et parcours de radicalisation et de violence. Radicalisme(s), Radicalisation(s), violence(s)*. Paris : Éditions Harmattan, pp. 157- 180.

¹ Agence de presse africaine. 5 juin 2018. « [Côte d'Ivoire : 'Le phénomène des microbes totalement circonscrit', \(ministre de la Sécurité\)](#) ».

² Pour une genèse de ces formes de criminalités et de l'apparition du terme, voir Yao, S. K. 2017. « Nouchis, ziguéhis et microbes d'Abidjan : déclasser et distinction sociale par la violence de rue en Côte d'Ivoire ». *Politique africaine* 148(4), pp. 89-107. L'on notera que le gouvernement ivoirien cherche à bannir l'utilisation du terme « microbes » dans les discours publics pour celui « d'enfants en conflit avec la loi », ou « mineurs en conflit avec la loi ».

³ Koaci info. 5 juin 2018. « [Côte d'Ivoire : Attaque de microbes sur une mosquée en plein jeûne de ramadan](#) ».

⁴ La commune d'Adjamé est située dans la partie nord-ouest de la ville d'Abidjan avec une population estimée à 1.030.658 habitants selon le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2014. Sur le plan économique, elle est fortement dominée par le secteur informel avec pour principales activités le commerce et le transport.

⁵ Akindès, F. 2018. « Understanding Côte d'Ivoire's 'Microbes': The political economy of a youth gang ». Dans J. Erin Salahub M. Gottsbacher & J. de Boer (dir.), *Social Theories of Urban Violence in the Global South: Towards Safe and Inclusive Cities*. London: Routledge, pp. 161-181 ; Kra, W. K. 2016. « Ethnography of Crime in Small-Scale Public Transport Hubs in Abidjan ». *Les Cahiers du Celhto* 2, pp. 241-267 ; N'Goran, K. P. & Gbeke, K. D. 2019. « De l'enfant ordinaire à l'enfant 'Microbe' : trajectoires de radicalisation des jeunes adolescents d'Abobo en Côte d'Ivoire ». Dans P.D. Galloro (dir.), *Discours et parcours de radicalisation et de violence. Radicalisme(s), Radicalisation(s), violence(s)*. Paris : Éditions Harmattan, pp. 157- 180.

⁶ Voir le documentaire de Francis Akindès : « [Parole aux enfants dits Microbes](#) », ainsi que celui de la chaîne de télévision [Arte](#).

⁷ Voir la série télévisée de la chaîne Canal + : « [Les invisibles](#) ».

⁸ Le phénomène dit des « microbes » est porté par des adolescents et des jeunes dont l'âge varie entre 9 et 21 ans environ.

⁹ Jeune Afrique. 18 octobre 2017. « [Nabi Doumbia Youla, 'Les microbes n'existent pas'](#) ».

¹⁰ Le Centre de coordination des décisions opérationnelles est une unité mixte à l'origine de lutte contre le grand banditisme composée de policiers, de gendarmes et de militaires. Cette unité est aujourd'hui aussi mobilisée pour lutter contre la délinquance et criminalité ordinaire.

¹¹ Ceux de M'Bahiakro au centre de la Côte d'Ivoire, de Dabou et Bonoua au sud, en sont des exemples.

¹² Outre les travaux scientifiques précités, voir les rapports d'[Interpeace & Indigo](#) auxquels les auteurs ont participé.

¹³ L'on peut citer par exemple aussi le phénomène des « brouteurs » (voir Koenig, B. 2014. « Les économies occultes du « broutage » des jeunes Abidjanais : une dialectique culturelle du changement générationnel ». *Autrepart* 71, pp. 195-215), expression de l'argot ivoirien qui renvoie aux cybercriminels spécialistes des fraudes via les réseaux sociaux. C'est le cas aussi des *gnambros*, terme qui désigne des acteurs des hubs de transport jouant le rôle de rabatteurs de clients. Les *gnambros* forment une autre catégorie d'entrepreneurs de violence très active dans les affrontements à la machette dans les hubs de transport urbain à Abidjan. Voir Interpeace et Indigo, 2017. « *Exister par le gbonhi : engagement des adolescents et jeunes dits 'microbes' dans la violence à Abobo* ». Abidjan: Interpeace & Indigo.

¹⁴ Akindès, F. 2017. Op. cit.

¹⁵ Interpeace et Indigo. 2017. Op. Cit.

¹⁶ Ces termes désignent les objets ou signes magico-religieux (scarifications, port d'amulettes, bain de préparation). Dans l'imaginaire des populations ivoiriennes, la possession de *kank* ou de *gbagbadji* offre une garantie de protection à celui qui la possède et lui donne des capacités surnaturelles dans l'accomplissement d'une pratique.

¹⁷ Voir Grodji, K. F. (en cours). *Imaginaires socioreligieux de réussite et construction de l'identité criminelle chez les adolescents et jeunes dits « microbes » à Abobo (Côte d'Ivoire)*. Thèse de doctorat en préparation. Université Alassane Ouattara de Bouaké.

¹⁸ Marut, J., C. 2010. *Le conflit de Casamance : ce que disent les armes*. Paris : Karthala ; Ellis, S. & Hibou B. 2000. « Armes mystiques. Quelques éléments de réflexion à partir de la guerre du Liberia ». *Politique africaine* 79, pp. 66-82.

¹⁹ Miran-Guyon, M. 2015. *Guerres mystiques en Côte d'Ivoire*. Paris : Karthala.

²⁰ Hellweg, J. 2011. *Hunting the Ethical State: The Benkadi Movement of Côte D'Ivoire*. Chicago : Chicago University Press.

²¹ La commune Abobo est située dans la partie nord de la ville d'Abidjan et regroupe une population de plus d'un million d'habitants, dans de nombreux quartiers précaires. Elle est fortement marquée par le secteur informel dont les principales activités sont le commerce et le transport.

²² Les Observateurs France 24. 20 mars 2015. « [Lynchage d'un chef du gang «Microbes» à Abidjan, et après ?](#) ».

²³ Les filières d'acquisitions des amulettes et autres ressources magico-religieuses vont au-delà des frontières ivoiriennes. Elles remontent souvent dans des pays comme le Bénin, le Burkina Faso et le Mali.



La série télévisée « Ma Famille » (2002-2007). Crédit : LAD Production

Culture populaire et conflit en Côte d'Ivoire (2002-2010) : débattre d'une citoyenneté du quotidien à travers les séries télévisées

Par Julie Dénommée

De 2002 à 2007, la série télévisée ivoirienne *Ma famille* connaît un immense succès en Côte d'Ivoire et dans toute l'Afrique francophone¹. Alors que le pays se trouve divisé en deux, les Ivoiriens de tous genres et de toutes les régions se retrouvent devant leur téléviseur à 19h30 pour rire des déboires conjugaux de Delta, Bohiri et Gohou. Le contexte de crise n'est pas étranger à ce succès. En raison des nombreux couvre-feux instaurés pendant la crise, les populations étaient contraintes de rester chez elles après 19 heures, faisant de la télévision la seule distraction possible. De plus, le ton humoristique de la série leur permettait de s'évader du quotidien difficile. Finalement, les Ivoiriens appréciaient grandement de se voir à l'écran, en

phase avec le discours nationaliste de ces années. Tout ceci permet de comprendre la diversité des liens entre la culture populaire et les contextes de crises socio-politiques.

Les réflexions sur la culture populaire ont soulevé différentes dynamiques entre productions populaires et crise sociopolitique. Le climat de méfiance et de violence peut ainsi produire une culture populaire festive et apolitique, ce qui est souvent avancé pour la Côte d'Ivoire². On peut également assister à des productions populaires qui prennent une forme subversive, se jouant en double-sens et en résistance. Souvent le résultat de climats politiques autoritaires, ces formes trouvent toutefois peu d'écho en Côte

d'Ivoire. Finalement, les artistes de la culture populaire peuvent devenir des acteurs du conflit, étant soit proches du pouvoir en mêlant patriotisme, opportunisme financier et protection personnelle – le zouglou patriotique³ serait un cas de figure – soit en adoptant un ton contestataire, parfois associé à l'opposition.

La crise politique des années 2000 en Côte d'Ivoire débute avec le coup d'État de 1999 et se durcit en 2002 avec la rébellion qui laissera le pays divisé entre le Nord rebelle et le Sud loyaliste à l'État ivoirien. L'ère Gbagbo de 2000 à 2010 au sud-est fortement marquée par cet affrontement. Le pouvoir se durcit après la tentative de coup d'État.

La série *Ma famille* propose une représentation humoristique des relations conjugales dans une Côte d'Ivoire urbaine qui apparaît sans temporalité précise et qui aborde peu le contexte politique. Ainsi, bien que la série doive une partie de son succès au contexte de crise, *Ma famille* n'y fait pratiquement pas allusion. Comment expliquer cette absence de la crise dans la série la plus populaire de l'époque ?

Un survol historique des interactions entre télévision et politique en Côte d'Ivoire démontre que la relation complexe entre culture populaire et politique ne peut expliquer à elle seule cette absence. C'est plutôt en s'intéressant aux continuités et ruptures des séries télévisées que se définit la dynamique entre la crise et la télévision ivoirienne des années 2000. Malgré les accusations de superficialité qu'elle suscite au regard des séries télévisées des décennies précédentes, la télévision des années 2000 apparaît comme une instance de construction d'une citoyenneté ivoirienne à travers les représentations d'un quotidien qui est resté commun malgré les fractures.

Télévision et pouvoirs politiques : d'acteur de développement à entrepreneur

La Radiodiffusion télévision ivoirienne (RTI) commence à diffuser le 7 août 1963. Elle doit alors participer à la formation de la nation par la diffusion de connaissances, dans la lignée de la « radiotélévision française ». ⁴ Elle adopte ensuite une esthétique du « réalisme du développement » qui vise à promouvoir le développement de la nation et des

valeurs de la modernité⁵, incarnée dès 1969 par l'émission *Comment ça va*. Mise en scène par Léonard Groguhet, le programme se compose de sketches humoristiques improvisés qui insistent sur la conscience professionnelle et nationale à travers un ton moralisateur. S'il critique les élus dans leurs déviances face aux principes édictés par le chef de l'État, *Comment ça va* n'interpelle jamais le président Félix Houphouët-Boigny. Soupape sociale pour le gouvernement, le programme se garde de remettre en cause le système politique.

À la mort d'Houphouët-Boigny en 1993, la RTI lance un nouveau programme, *Faut pas fâcher*, réalisé par Guedeba Martin. *Faut pas fâcher* utilise la satire et devient moins moralisatrice. Le multipartisme des années 1990 dilue également le rapport paternaliste entre le parti et la télévision d'État. Cette émission se veut davantage dénonciatrice qu'actrice de développement aux côtés de l'État. L'humour reste sa principale protection et la critique politique oscille entre critique des élus et critique du système, par exemple celle du « séfonisme⁶ » terme entré depuis dans le vocabulaire populaire ivoirien.

Si *Faut pas fâcher* reste en ondes jusqu'en 2011, la série perd en popularité au début des années 2000, surpassée par les productions privées ivoiriennes⁷. L'augmentation des séries privées amène à une diversification du genre télévisuel ivoirien. Les programmes satiriques laissent la place aux feuilletons familiaux, médicaux, pour adolescents, etc. Campées dans la quotidienneté ivoirienne, ces séries veulent faire rire, divertir et être rentables, les artisans de la télévision n'étant plus des fonctionnaires de la télévision publique. Cette nouvelle précarité, combinée à la volonté du gouvernement d'occuper l'espace public à travers la culture populaire⁸, modifie la relation des producteurs aux pouvoirs en place.

Les artistes disent avoir maintenant un accès direct au président qui adopte un rôle de mécène⁹, proximité utile à l'aura populaire qu'il souhaite incarner. Cela ne se traduit toutefois pas par une politisation de la télévision, bien que ce soit à cette époque que l'on assiste aux premiers cas de censure à la RTI. S'il pouvait y avoir auto-censure

précédemment¹⁰, la RTI peut maintenant demander à ses producteurs de modifier des textes, particulièrement s'ils portent sur des situations touchant des personnalités importantes du régime, démontrant un élargissement du cercle des « intouchables ».

Après la crise post-électorale de 2010-2011, la relation entre les réalisateurs et l'État se modifie une fois de plus. Le soutien de l'État est maintenant centralisé au ministère de la Culture, dans un désir d'institutionnalisation. Au même moment, le secteur se définit de plus en plus comme une industrie culturelle. L'État n'est plus un joueur central pour ces entrepreneurs culturels. La censure est toujours présente, mais elle provient de moins en moins de la volonté de l'État. Elle est plutôt une réponse des autorités télévisuelles aux demandes de divers acteurs aux appartenances politiques variées (organisations religieuses, campagnes sur les réseaux sociaux) dans ce qui semble être une recherche de restructuration sociale.

Cette restructuration est aussi au cœur des séries. La crise de 2010-2011 frappe de plein fouet Abidjan, en divisant des familles. Le rôle central des interventions extérieures pendant cette crise brise les illusions de plusieurs selon l'adage que « les Ivoiriens n'aiment pas le sang, on va régler ça entre nous ». Les réalisateurs adoptent alors diverses postures. Certains cherchent à désacraliser le politique, à montrer ses ressorts, ses mécanismes et ses stratégies. D'autres veulent raconter la guerre, sans prendre parti, misant sur une fonction cathartique de la narration. D'autres veulent tout simplement se souvenir. Dans un milieu déstructuré et en manque de liquidités, on cherche à reconstruire l'industrie et le quotidien.

L'humour en temps de crise : de la satire à la dérision

Les conditions économiques de production et politiques sont donc difficilement dissociables. Si elles fournissent un contexte explicatif, elles ne permettent pas toutefois de véritablement saisir la spécificité de la culture populaire lors

d'une crise. Cette compréhension ne passe pas nécessairement par l'étude des liens qu'elle entretient avec le politique, mais plutôt par les formes et les ruptures qu'elle adopte. Les séries des années 2000 ne sont donc plus satiriques ou pédagogiques, mais elles restent humoristiques. L'humour est la constante de la culture populaire ivoirienne, que ce soit aux débuts du théâtre, au cinéma ou à la télévision¹¹.

En Côte d'Ivoire, l'humour peut être vu comme entretenant diverses relations au social et au politique. Dans un premier temps, ceci est souvent associé à la sensibilisation, soit la possibilité de changer des comportements à travers l'humour¹², ou à la dénonciation des problèmes du quotidien¹³. Parfois, l'humour est un capital culturel permettant la distinction, par exemple les blagues de « français de Moussa¹⁴ ». Certains y voient plutôt l'humour du sujet postcolonial qui joue sur les transgressions et bouscule les codes et l'ordre établi.

Toutefois, aucune des grilles d'analyses proposées (sensibilisation, humour de classe, humour de transgression, satire)

n'arrivent à traduire la posture des années 2000. Il est fort possible que cela tienne beaucoup à la personnalité de la réalisatrice

de *Ma famille*, Akissi Delta, dont le succès de la série amena plusieurs à reprendre le genre. Delta est analphabète. Bien qu'elle soit très appréciée en Côte d'Ivoire, nombreux sont ceux qui réfèrent à cet état de fait, parfois pour l'encenser, souvent pour la délégitimer. Ainsi, Delta, reléguée socialement par la société postcoloniale et ses institutions, en particulier l'école, peut difficilement transgresser des codes qu'elle ne maîtrise pas, jouer un capital culturel qu'on lui nie ou produire une analyse satirique de sa société qu'on trouvera légitime.

Elle propose plutôt une observation détaillée de sa société qu'elle met en scène à travers divers tableaux, situations et personnages. On y trouve le couple principal, Delta et Bohiri, et leur couple d'amis, Gohou et Clémentine. Bohiri est homme d'affaires prospère et Delta, femme à la maison qui doit se battre contre sa belle-mère et de nombreuses

« En cette période de fractures, les séries deviennent une instance de distanciation sur laquelle s'articulent les débats de la quotidienneté ivoirienne. »

maitresses. Dans la demeure familiale gravitent les enfants du couple, la famille élargie, leurs amis et les domestiques. Autour de ce noyau évoluent plusieurs personnages secondaires : le couple polygamique de Dosso, Gbazé, et Ange et leurs voisins de cour commune : Kouadio, Amino et Django-né, le gérant de la cabine téléphonique, Abass, etc.

Le spectateur se positionne alors face à ces tableaux et adopte ce qui lui parle. La réalisatrice propose un texte ouvert qui bouscule l'hermétisme de certaines traditions orales et permet une accessibilité du message et une compréhension pour tous. La transparence du texte devient l'intention de la réalisatrice et non la satire ou la dénonciation. Delta, qui ne se considère pas plus comme une actrice comique¹⁵, joue plutôt sur un humour de situation, sur les contrastes et les quiproquos. Pour illustrer cet humour, elle donne l'exemple d'Abass, le gérant de cabine téléphonique, à qui on demande dans un épisode d'être bilingue pour pouvoir occuper ce poste.

Ainsi, *Ma Famille* fait rire, ne cherche pas à éduquer et ne s'aventure pas dans la critique politique ou la dénonciation sociale. Au-delà des traditions ivoiriennes d'esthétique pédagogique et de dénonciation, *Ma famille* propose une esthétique de dérision qui, à travers une moralité ouverte, une démocratisation du savoir et une représentation parfois caricaturale des diverses facettes du quotidien, est accessible à tous, bien qu'associée au divertissement, au trivial ou au superficiel.

En cette période de fractures, les séries deviennent une instance de distanciation sur laquelle s'articulent les débats de la quotidienneté ivoirienne¹⁶. Les relations de genre et de voisinage mises en scène permettent de « débattre » du quotidien commun de l'Ivoirien, débat devenu possible en éclatant les représentations du quotidien. C'est parmi la multitude d'expériences que se dessine le socle commun du quotidien ivoirien, au-delà des fractures de l'ivoirité et de la « division nord-sud ». Dans un climat où les interactions avec les pouvoirs politiques sont changeantes et incertaines, les séries ivoiriennes, à travers le rire sur ce quotidien qui reste commun et compréhensible, permettent de construire une citoyenneté quotidienne.

Julie Dénommée est chargée de recherche sur l'Afrique au Centre d'études et de recherches internationales (Cérium) de l'Université de Montréal. Elle est titulaire d'un doctorat en anthropologie de l'Université de Montréal. Elle se spécialise sur les cultures populaires ouest-africaines et l'industrie audiovisuelle de Côte d'Ivoire. Interrogeant les dynamiques populaires et culturelles en période de conflits, elle s'intéresse plus spécifiquement aux modifications de la conjugalité et des relations intergénérationnelles dans l'urbanité ouest-africaine. Également consultante en développement international, elle mène une réflexion depuis plusieurs années sur les théories de la communication pour le développement dans le domaine de la coopération internationale. Elle a publié dans *Politique africaine* et *Journal of African Cultural Studies*.

¹ Le Monde Afrique. 6 septembre 2016. « [‘Ma famille’, série TV ivoirienne culte est de retour](#) » ; All Africa. 2 février 2017. « [Congo-Kinshasa : Les acteurs de la série ‘Ma famille’ » chaleureusement accueillis à Kinshasa](#) ».

² Cet argument est avancé par exemple pour expliquer le développement du coupé décalé, musique de « débrouillards » aimant le luxe et la fête et sa rupture avec le genre musical des années 1990, le zouglou, musique satirique née sur les campus universitaires. Le zouglou des années 1990 se veut un regard politique et social, il est engagé et traite humoristiquement du quotidien et de ses difficultés. Le coupé-décalé prend le contrepied du zouglou. Aux critiques du matérialisme faites par le zouglou, il affirme le matérialisme. Il ne s’agit plus de porter un regard satirique sur sa société, mais de se mettre en scène. On passe d’une musique engagée et réflexive à une musique d’ambiance qui permet de faire la fête, de la satire au divertissement. Pour une discussion de cette rupture sur un angle légèrement différent, voir McGovern, M. 2011. *Making War in Côte d’Ivoire*. Chicago: Chicago University Press.

³ Le zouglou patriotique fait référence à des morceaux d’artistes zouglou qui s’identifient comme patriotes, revendiquant un message de réconciliation et d’unité nationale, mais étant *de facto* plus proches du gouvernement de Laurent Gbagbo, ou proche de la galaxie patriotique. Souvent considérés comme des ventriotes (contraction de patriote et de politique du ventre), la proximité des artistes zouglou de l’époque au régime Gbagbo s’explique également par les contraintes et les conjonctures entrepreneuriales du marché musical interne de l’époque. Pour une discussion des multiples facettes du zouglou patriotique, voir Schumann A. 2013. « Songs of a new era: popular music and political expression in the Ivorian crisis », *African Affairs* 112, pp. 440–459.

⁴ Bahi, A. 1994. *Narration, traditions et modernité dans le discours filmique de Comment ça va ? Une émission de la télévision ivoirienne*. Thèse de doctorat, Université Lumière Lyon, p. 245.

⁵ Abu-Lughod, L. 2004. *Dramas of Nationhood: The Politics of Television in Egypt*. Chicago & London : University of Chicago Press, p. 81.

⁶ Faire en séfon : entre gens de son ethnie. « Parce qu’en ce temps, le problème de népotisme, que ton oncle soit quelque part pour avoir du travail (...). C’est un mot que j’ai inventé comme ça. Je me souviens, il y avait une étudiante qui habitait chez nous. Elle avait pour époux, un Béninois, un fon. Je l’ai appelé, je doutais. Elle me dit : fon. J’ai ajouté sé-fon. Les Ivoiriens ont pris ce mot. » Guedeba Martin, entretien Abidjan, octobre 2013.

⁷ Bien que le secteur télévisuel soit toujours non-libéralisé et que les chaînes de la RTI restent les seules à pouvoir diffuser en Côte d’Ivoire, les producteurs privés arrivent à diffuser leurs productions sur la télévision d’État en payant le temps d’antenne. Contrairement au modèle habituel, les producteurs payent la RTI pour diffuser leur série et souvent remettent à la RTI une partie des revenus publicitaires.

⁸ Voir l’argumentation de Schumann à cet effet pour le zouglou patriotique, Schumann A. 2013. Op. cit.

⁹ « Bon, c’était de personne à personne. Lui [Gbagbo], il comprenait la position, que ce travail était bénévole. Il savait qu’on ne gagnait rien. Comment les gens qui font de telles productions vivent. Le président, dans son pouvoir régalién, il pouvait nous aider, alors que nous n’avions pas le nécessaire pour vivre. Il nous a aidés dans le système de production pour aller plus loin. Il a donné aux plus méritants. » Réalisateur, entretien, Abidjan 2013.

¹⁰ Le rôle du scénario ne doit pas être négligé dans l’introduction de la censure. En ne scénarisant pas ces sketches, Grogueh limite l’intervention du pouvoir politique. *Faut pas fâcher*, en étant scénarisé, ouvre ainsi la porte à la RTI pour lire les textes avant diffusion.

¹¹ Les séries post-2011 délaissent toutefois graduellement l’humour. Cette situation amène une réflexion particulière sur la culture populaire après-conflit et particulièrement, sur les interactions personnelles et sociales qui s’y jouent. Voir Dénommée J. 2018. *On est où là ? Dérision et distanciation dans l’analyse des séries télévisées ivoiriennes*, Thèse de doctorat, Université de Montréal.

¹² Citons à cet effet *Comment ça va* ou la série des années 1990 : *Sida dans la Cité*, ou encore le cinéma de Henri Duparc.

¹³ On peut penser ici à *Faut pas fâcher*, au zouglou ou à la revue [Gbich!](#).

¹⁴ Le « français de Moussa » se réfère à un français parlé sommairement et truffé d’expression en langues locales. Moussa évoque le commerçant dioula ou le boutiquier sans études qui « se débrouille » en français.

¹⁵ « Je ne fais pas de spectacles, je ne suis pas humoriste. Adrienne (Koutouan), elle bouge, elle est humoriste. Moi, je suis plutôt dramaturge (...) Le film est comique, mais si je pousse trop, ça sonnera faux. » Entretien avec Akissi Delta, Abidjan, avril 2012.

¹⁶ Voir l’ethnographie de Abu-Lughod sur la télévision égyptienne et sa notion de débats égyptiens. Abu-Lughod, L. 2014. Op. cit.



Vue de la commune du Plateau (Abidjan). Photo : Flickr / [Alex Drainville](#).

Nouvelles et annonces

- Bruno Charbonneau a dirigé le numéro spécial « [Mali : les défis de la résolution des conflits](#) » dans la Revue canadienne d'études africaines. Vous y retrouverez des articles de chercheurs du [Projet Mali](#) du Centre FrancoPaix : Niagalé Bagayoko, Marie Brossier, Aurélie Campana, Bruno Charbonneau, Cédric Jourde et Adam Sandor.
- Adam Sandor a co-dirigé un numéro spécial avec Linnéa Gelot intitulé « [African security and global militarism](#) ».
- Félicitations à Adib Bencherif qui a soutenu sa thèse « Récits des élites touarègues au Mali et au Niger : Questionner la "question touarègue" » le 18 novembre à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Il vient d'intégrer le [Sahel Research Group](#) en tant que post-doctorant. Il est aussi intervenu dans l'hebdomadaire [Le Point](#) le 29 novembre.
- Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer signe le chapitre « [L'"Afrique" et la Cour pénale internationale](#) » dans la deuxième édition de l'ouvrage « Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Commentaire article par article. »
- Les 5 et 6 novembre, Bruno Charbonneau était au Centre de services régional des Nations unies à Entebbe, en Ouganda. Invité par la Folke Bernadotte Academy, une agence du gouvernement suédois pour la paix, la sécurité et le développement, qui organisait l'événement. Il participait à des ateliers et des groupes de formation et de discussion sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix.
- Bruno Charbonneau, Jonathan Sears et Adib Bencherif faisaient partie des chercheurs consultés par le *Carter Center*, mandaté comme observateur indépendant pour la mise en oeuvre de l'Accord de paix d'Alger de 2015. Cet événement a eu lieu à Ottawa le mardi 19 novembre autour d'une discussion sur la situation au Mali.
- Elisa Lopez Lucia a publié « [Unpacking the politics of regionalism: What to expect from a socio-political economy of regionalism ?](#) » dans la revue *International Relations*. Elle organise avec Maria Martin de Almagro (Université de Montréal) un atelier intitulé « [Security Knowledge Production through 'North-South coalitions and negotiations](#) » lors du prochain [7th European Workshops in International Studies](#) en juin 2020 à Bruxelles.
- Maxime Ricard a présenté « La fabrique sociopolitique de l'ordre entre négociations et tensions : les chasseurs dozors dans l'Ouest ivoirien », lors de la journée d'étude « La Côte d'Ivoire 'post-conflit', Reconfigurations locales, sociales et politiques », le samedi 23 novembre à Montreuil, France. Cette journée était organisée par le programme *European Research Council* « *Social dynamics of civil wars* » de l'Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne.
- Niagalé Bagayoko est intervenue sur la chaîne France 24 en [français](#) et en [anglais](#) le 26 novembre, ainsi que le 27 novembre pour [un débat en anglais](#), et dans le [Journal de l'Afrique](#) le 14 novembre. Elle est aussi intervenue à la radio sur France Culture dans l'émission [Culture Monde](#) le 8 novembre, ainsi que sur RFI dans l'émission [Décryptage](#). Enfin, elle participe à la retraite de l'Union africaine « Silencing the guns », les 9 et 10 décembre à Assouan en Egypte.
- Diego Osorio est intervenu sur la crise en Bolivie dans [La Presse](#), le 12 novembre 2019.
- Émile Ouédraogo est intervenu dans l'émission [Pénélope](#) sur ICI Radio-Canada, le 19 novembre 2019.
- Nabi Youla Doumbia a participé du 13 au 16 novembre 2019 au 75e congrès de la *American Society of Criminology* (ASC) à San Francisco où il a fait deux présentations sur les thèmes suivants : « *Trends and Particularities of Homicide in West Africa* », et « *The Interaction Order of Violent Demonstrations in Côte d'Ivoire* ».

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

**Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca**